

fait depuis peu des propositions de se mettre à la tête des affaires pour régir selon ses principes & conformément à l'avis du Roi & du Conseil, s'engageant de procurer encore quelques personnes qui, comme lui, serviroient le Roi & la Patrie sans appointemens ni émolumens, lesquels tourneroient au profit de l'Etat. Il n'y a cependant point d'apparence de voir rentrer dans le Ministère ce zélé Patriote à qui les Américains sont redevables, en plus grande partie, de la révocation du droit du Timbre qui a causé tant d'agitation dans les Colonies. Maintenant que cette affaire est assoupie, il ne reste plus qu'à savoir si les Américains se feront conformés de bonne volonté aux stipulations de l'Acte de révocation & surtout à celle qui les déclare absolument dépendans de la Couronne Britannique.

Le Prince de Masserano, Ambassadeur d'Espagne, eut le 25. Juin une longue conférence avec le Duc de Richmond, Secrétaire d'Etat, qui roula en partie sur les troubles d'Espagne & sur un enlèvement de quelques Vaisseaux Anglois dans les Indes-Occidentales par des Gardes-Côtes Espagnols. Et dans la même Conférence le Duc de Richmond a déclaré à cet Ambassadeur que le Roi se flattoit que la Cour d'Espagne ne tarderoit plus à faire acquitter les Lettres de change pour la rançon de *Manille*, attendu qu'il n'y avoit plus aucun doute sur la justice de cette prétention. Le Prince de Masserano a répondu convenablement à cette déclaration, & que sa Cour desaprouvoit entièrement les insultes qui peuvent avoir été faites aux Bâtimens Anglois par ceux d'Espagne dans les Indes & par-tout ailleurs. Aussi à juger des dispositions que font
paraître